

# Etablissement de servitudes d'ancrage et d'appui en façade des immeubles privés

Projet d'installation d'appliques d'éclairage public sur les façades de 19 immeubles situés rue Auguste Mounié dans le cadre du projet de réaménagement de la voie publique

**DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE**

**Commune d'Antony**

## Sommaire

<b>1. Informations juridiques et administratives de la procédure .....</b>	<b>3</b>
1.1 Cadre juridique de la procédure .....	3
1.2 Déroulement de la procédure .....	4
1.3 Documentation administrative et juridique de la procédure .....	5
<b>2. Notice explicative .....</b>	<b>13</b>
2.1 Contexte général de l'opération.....	13
2.2 Présentation du projet objet de l'enquête publique .....	13
Annexes .....	18

## **1. Informations juridiques et administratives de la procédure**

Le présent dossier est rédigé en vue d'établir des servitudes d'ancrage et d'appui en façade des immeubles privés nécessaires à l'installation d'appliques d'éclairage public sur la rue Auguste Mounié.

### **1.1 Cadre juridique de la procédure**

L'autorité compétente pour prendre la décision d'installer des ancrages au terme de l'enquête publique est M. le Maire de la Commune d'Antony, en tant qu'autorité exécutive de la collectivité territoriale, propriétaire de la voie publique « rue Auguste Mounié », conformément à l'article L 171-7 du Code de la voirie routière.

La procédure relative à l'instauration de servitudes d'ancrage et d'appui sur les façades privées est régie par les articles L 171-4 à L 171-11 et L 173-1 du Code de la Voirie Routière.

Les syndics de copropriété et les propriétaires des immeubles concernés par les dispositifs d'accroche ont été contactés au début du mois de décembre 2023.

Les autorisations permettant l'établissement d'une telle servitude ne peuvent être votées qu'en Assemblée Générale.

Aussi, conformément à l'article L 171-7 du Code de la Voirie Routière, l'autorité exécutive de la collectivité territoriale, propriétaire de la voie peut prendre une décision autorisant la pose de supports sur les propriétés privées après enquête publique.

Une délibération du Conseil municipal en date du 7 décembre 2023 a approuvé le lancement de l'enquête publique relative à l'instauration d'une servitude d'ancrage et d'appui pour les dispositifs d'éclairage public dans le cadre du réaménagement de la rue Auguste Mounié.

Cette procédure est soumise au Code de la voirie routière et au Code des relations entre le public et l'administration.

M. le Maire d'Antony a pris un arrêté en date du 22 décembre 2023 portant désignation du commissaire-enquêteur et prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à l'institution d'une servitude d'ancrage et d'appui en façade des bâtiments riverains de la rue Auguste Mounié pour l'éclairage public dans le cadre du projet de réaménagement de la voie.

## 1.2 Déroulement de la procédure d'enquête publique

Le dossier d'enquête publique sera consultable 15 jours consécutifs du 12 au 26 février (inclus).

Cette enquête a pour objectif d'informer le public du projet d'établissement d'une servitude d'ancrage et d'appui en façade d'immeubles riverains de la rue Auguste Mounié pour l'éclairage public.

Le public est ainsi invité à prendre connaissance du projet et formuler ses observations.

Le dossier d'enquête publique sera consultable en mairie du 12 au 26 février au service foncier et domaine public aux horaires d'ouverture de la mairie d'Antony soit du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30.

Le public pourra présenter ses observations et propositions sur le registre d'enquête publique mis à disposition ou les adresser par courrier au commissaire-enquêteur adressées :

-par écrit à l'attention de M. le commissaire-enquêteur, à l'Hôtel de ville de la commune d'Antony Place de l'Hôtel-de-Ville / BP 60086 / 92161 Antony cedex

-par mail à l'adresse [enquete-eclairage-Mounie@ville-antony.fr](mailto:enquete-eclairage-Mounie@ville-antony.fr)

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter et prendre connaissance du dossier selon les modalités suivantes :

-en version papier à l'Hôtel de Ville, service foncier et domaine public

-en version électronique sur le site internet de la commune d'Antony

Le commissaire-enquêteur tiendra des permanences à l'Hôtel de Ville pour recevoir les observations écrites ou orales et répondre aux demandes d'informations du public aux dates et heures suivantes :

- lundi 12 février matin, de 9h à 12h
- mercredi 21 février matin, de 9h à 12h
- lundi 26 février après-midi, de 14h à 17h30

Au terme de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur a un mois pour rendre son rapport et ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables avec réserves ou défavorables.

La décision établissant la servitude d'ancrage et d'appui et autorisant la pose des ancrages est prise par arrêté de M. le Maire d'Antony et fait l'objet d'une notification individuelle aux propriétaires concernés en cas d'avis favorable du commissaire-enquêteur.

En cas d'avis défavorable, le conseil municipal se prononcera par délibération. La décision établissant la servitude d'ancrage et d'appui sera prise par arrêté de M. le Maire en cas d'approbation.

Conformément aux articles L 171-8 et L 171-9 du Code de la Voirie Routière, la réalisation des travaux est soumise au respect des délais suivants :

- Les travaux peuvent commencer 3 jours après la notification individuelle de l'arrêté du Maire instaurant la servitude d'ancrage et d'appui et autorisant la pose des dispositifs,
- Si les travaux n'ont pas débuté dans les 15 jours suivant la notification individuelle, celle-ci doit être renouvelée,
- Si les travaux n'ont pas démarré dans les 6 mois à compter de la date exécutoire de l'arrêté du Maire ou dans les 3 mois de sa notification, l'arrêté est périmé de plein droit et devra être repris.

### 1.3 Documentation administrative et juridique de la procédure d'enquête publique

#### Article L171-5 du Code de la voirie routière

La pose d'appuis sur les murs des façades ou sur les toits et terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever.

La pose de supports ou de canalisations dans un terrain privé ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir.

Le propriétaire doit, un mois avant d'entreprendre les travaux de démolition, réparations, surélévation ou clôture, prévenir le maire.

#### Article L171-6 du Code de la voirie routière

Pour l'étude des projets d'établissement des appareils et des canalisations d'alimentation, les agents de l'administration ne peuvent pénétrer dans les propriétés privées qu'en vertu d'une autorisation spéciale donnée dans les conditions prévues par la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics.

#### Article L171-7 du Code de la voirie routière

A défaut d'accord amiable avec les propriétaires intéressés, la décision autorisant la pose de supports, de canalisations ou d'appareillages sur les propriétés privées est prise après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration.

#### Article L171-8 du Code de la voirie routière

L'arrêté du maire détermine les travaux à exécuter. Il est notifié individuellement aux intéressés. Les travaux peuvent commencer trois jours après cette notification.

Toutefois, ce délai ne s'applique pas aux travaux d'entretien.

Si les travaux ne sont pas commencés dans les quinze jours de l'avertissement, celui-ci doit être renouvelé.

En cas d'urgence, le maire, par un arrêté motivé notifié individuellement aux intéressés, peut prescrire l'exécution immédiate des travaux.

#### Article L171-9 du Code de la voirie routière

L'arrêté du maire autorisant l'établissement des appareils d'éclairage public ou de signalisation est périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'un commencement d'exécution dans les six mois de sa date ou dans les trois mois de sa notification.

#### Article L171-10 du Code de la voirie routière

Lorsque les supports ou ancrages sont placés à l'extérieur des murs et façades, sur les toits ou les terrasses ou lorsque des supports ou canalisations sont placés dans des terrains non clos, les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires sont réglées par l'autorité judiciaire.

#### Article L171-11 du Code de la voirie routière

Les actions en indemnité prévues par l'article L. 171-10 sont prescrites au terme d'un délai de deux ans à dater du jour où les travaux ont pris fin.

#### Article L173-1 du Code de la voirie routière

Les articles L. 171-2 à L. 171-11 sont applicables, sur délibération de leur assemblée, aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de voirie ou d'éclairage public ou de transport en commun.

#### Article R\*171-1 du Code de la voirie routière

L'avis prévu au dernier alinéa de l'article L. 171-5 est donné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

#### Article R\*171-3 du Code de la voirie routière

L'enquête prévue à l'article L. 171-7 se déroule dans les conditions ci-après. Le dossier d'enquête indique les propriétés privées où il doit être placé des supports, des canalisations ou des appareillages. Il est déposé à la mairie de l'arrondissement où ces propriétés sont situées.

Un délai de huit jours court à dater de l'avertissement qui est donné aux parties intéressées de prendre communication du projet déposé à la mairie.

Cet avertissement est affiché à la porte de la mairie d'arrondissement et inséré dans l'un des journaux publiés dans la ville de Paris.

Le maire fait ouvrir un registre pour recevoir les observations ou les réclamations. A l'expiration du délai il arrête le projet définitif et autorise toutes les opérations que comportent l'établissement, l'entretien et la surveillance des installations projetées.

Article R\*134-22 du Code des relations entre le public et l'administration

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend au moins :

- 1° Une notice explicative, qui indique l'objet du projet et les raisons pour lesquelles, parmi les partis envisagés, le projet soumis à l'enquête a été retenu, notamment du point de vue de son insertion dans l'environnement ;
- 2° Un plan de situation ;
- 3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique et la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de celle-ci ;
- 4° Les autorités compétentes pour prendre la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête ;
- 5° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet, sauf à organiser un autre mode de consultation s'ils sont très volumineux.

Article R\*134-23 du Code des relations entre le public et l'administration

Lorsque l'enquête publique s'inscrit dans le cadre d'un projet de réalisation de travaux ou d'ouvrages, le dossier soumis à l'enquête comprend, outre les documents mentionnés à l'article R. 134-22, au moins :

- 1° Le plan général des travaux ;
- 2° Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
- 3° L'appréciation sommaire des dépenses.

REPUBLIQUE FRANCAISE



DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

ARRONDISSEMENT D'ANTONY

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES  
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
**SEANCE DU 07 DECEMBRE 2023**

L'an deux mille vingt-trois, le 07 Décembre à vingt heures,

Le CONSEIL MUNICIPAL de la Ville d'ANTONY, dûment convoqué le 1<sup>er</sup> Décembre 2023 s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. SENANT.

Le nombre des membres composant le conseil est de 49, dont 49 sont en exercice et 41 présents à cette séance.

**PRESENTS** : M. SENANT, Mme PRECETTI, M. MEDAN, Mme ROLLAND, M. COLIN, Mme SANSY, M. HUBERT, Mme SCHLIENGER, Mme VERET, M. LEGRAND, M. NEHME, Mme GENEST, M. AIT-OUARAZ, M. ARJONA, Mme LEON, M. REYNIER, Mme LEMMET, M. VOULDOUKIS, M. DI PALMA, M. KALONJI, Mme FAURET, M. PEGORIER, Mme ZAMBARDJOUDI, M. BEN ABDALLAH, Mme BERTHIER, Mme PHAM-PINGAL, Mme AUBERT, M. FOYER, M. PASSERON, Mme GALLI, Mme EL MEZOUE, Mme HUARD, M. PARISIS, M. MAUGER, M. MONGARDIEN, Mme CHABOT, M. HOBEIKA, Mme GODEFROY, M. EDOUARD, M. CHARRIEAU, M. DECROP.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice du Conseil Municipal et peuvent valablement délibérer aux termes de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Conseillers excusés ayant donné pouvoir :**

Mme ENAME	à M. PASSERON	M. GOULETTE	à Mme AUBERT
M. BENSABAT	à M. REYNIER	Mme RAFIK	à M. SENANT
M. COURDESSES	à Mme GODEFROY	Mme REMY-LARGEAU	à M. MAUGER
Mme DESBOIS	à M. MONGARDIEN	Mme SALL	à M. HOBEIKA

Mme GODEFROY est désignée comme secrétaire.

**La présente délibération a été adoptée par :**

45 voix POUR  
04 voix CONTRE  
voix ABSTENTION  
N'AYANT PAS PRIS PART AU VOTE



**OBJET : REAMENAGEMENT DE LA RUE AUGUSTE MOUNIE : INSTITUTION D'UNE SERVITUDE D'ANCRAGE ET D'APPUI EN FACADE DES BATIMENTS RIVERAINS DE LA VOIE PUBLIQUE POUR L'ECLAIRAGE PUBLIC**

Le CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2241-1 ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L.171-4 à L.171-11, L.173-1 et R.171-3 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.134-1, L.134-2 et R.134-5 à R.134-32 ;

Vu le plan de situation ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et des Travaux ;

CONSIDERANT le projet de réaménagement de la rue Auguste Mounié ;

CONSIDERANT que la rue Auguste Mounié est un axe commercial structurant avec une forte fréquentation nécessitant de rendre l'espace piétonnier le moins contraint possible en le libérant des candélabres d'éclairage public ;

CONSIDERANT qu'à défaut d'un accord amiable avec les propriétaires, il est nécessaire de lancer une procédure d'enquête publique ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1er : Approuve le lancement de la procédure d'enquête publique selon les dispositions des articles du Code de la voirie routière et du Code des relations entre le public et l'administration précités permettant l'institution d'une servitude d'ancrage et d'appui en façade des bâtiments riverains pour des dispositifs d'éclairage public.

ARTICLE 2 : Autorise Monsieur le Maire à prendre tous les actes afférents à la procédure.

Suivent les signatures



Pour extrait conforme  
Le Maire

.....  
Publié ~~ou notifié~~ le **8 DEC. 2023**  
Reçu en préfecture le **8 DEC. 2023**  
Certifié exécutoire le **8 DEC. 2023**  
par application de la loi du 22 juillet 1982  
**LE MAIRE**



Publié le 22 DEC 2023  
Reçu en préfecture le 22 DEC 2023  
Certifié exécutoire le 22 DEC 2023  
par application de la loi du 22 juillet 1982



LE MAIRE



**ARRETE PORTANT DESIGNATION DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR ET  
PRESCRIVANT L'OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A L'INSTITUTION  
D'UNE SERVITUDE D'ANCRAGE ET D'APPUI EN FACADE DES BATIMENTS RIVERAINS  
DE LA RUE AUGUSTE MOUNIE POUR L'ECLAIRAGE PUBLIC DANS LE CADRE DU  
PROJET DE REAMENAGEMENT DE LA VOIE**

\* \* \* \* \*

**LE MAIRE D'ANTONY**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le Code de la voirie routière et notamment ses articles L.171-2 à L.171-11 et R.171-1 à R.171-5 ;

**Vu** le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.134-1, L.134-2 et R.134-5 à R.134-32 ;

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 7 décembre 2023 approuvant le lancement de la procédure d'enquête publique permettant l'institution d'une servitude d'ancrage et d'appui en façade des bâtiments riverains de la voie publique pour l'éclairage public ;

**Vu** le dossier d'enquête publique ;

**Considérant** que la rue Auguste Mounié est un axe commercial structurant avec une forte fréquentation nécessitant de rendre l'espace piétonnier le moins contraint possible en le libérant des candélabres sur l'espace public ;

**Considérant** qu'à défaut d'accord amiable avec les propriétaires intéressés, la décision autorisant la pose de supports, de canalisations ou d'appareillages sur les propriétés privées est prise après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration ;

**Considérant** que l'ensemble des propriétaires intéressés ont été notifiés afin d'obtenir leur accord amiable ;

**Considérant** qu'en l'absence d'accord de l'ensemble des propriétaires intéressés, il y a lieu d'organiser une enquête publique ;



## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

Dans le cadre du projet d'institution d'une servitude d'ancrage et d'appui sur les façades d'immeubles rue Auguste Mounié pour les dispositifs d'éclairage public, il sera procédé à une enquête publique du 12 février à 8h30 au 26 février 2024 à 17h30 soit pendant 15 jours consécutifs.

### **ARTICLE 2 :**

Monsieur Gérard BONNEVIE est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

### **ARTICLE 3 :**

Huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et durant toute la durée de celle-ci, un avis au public sera publié par voie d'affichage aux emplacements réservés pour les communications officielles, à l'Hôtel de ville, au Centre Technique Municipal, sur le site internet de la commune et éventuellement par tout autre procédé en usage dans la commune.

Un certificat de publication de Monsieur le Maire justifiera de ces formalités de publication.

### **ARTICLE 4 :**

Un avis au public faisant connaître l'organisation de l'enquête publique sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci dans deux journaux régionaux diffusés dans le département des Hauts-de-Seine.

### **ARTICLE 5 :**

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter et prendre connaissance du dossier selon les modalités suivantes :

- en version papier à l'Hôtel de Ville, service foncier et domaine public
- en version électronique sur le site internet de la commune d'Antony

Le dossier et le registre d'enquête seront tenus à la disposition du public à l'Hôtel de Ville de la commune d'Antony au service foncier et domaine public aux horaires d'ouvertures habituels et durant toute la période de l'enquête publique (du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30).

Les observations du public pourront également être adressées :

- par écrit à l'attention de M. le commissaire-enquêteur, à l'Hôtel de ville de la commune d'Antony Place de l'Hôtel-de-Ville / BP 60086 / 92161 Antony cedex
- par courrier à l'adresse mail [enquete-eclairage-Mounie@ville-antony.fr](mailto:enquete-eclairage-Mounie@ville-antony.fr)

### **ARTICLE 6 :**

Le commissaire-enquêteur tiendra des permanences à l'Hôtel de Ville pour recevoir les observations écrites ou orales et répondre aux demandes d'informations du public aux dates et heures suivantes :

- lundi 12 février matin, de 9h à 12h
- mercredi 21 février matin de 9h à 12h
- lundi 26 février après-midi de 14h à 17h30.





#### **ARTICLE 7 :**

A l'expiration du délai d'enquête publique, soit le 26 février 2024 à 17h30, le registre d'enquête publique sera clos et signé par le commissaire-enquêteur.

Après clôture du registre d'enquête, le commissaire-enquêteur communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Le commissaire-enquêteur établira un rapport unique qui retracera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies.

Il consignera, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire-enquêteur transmettra à Monsieur le Maire l'exemplaire du dossier d'enquête, accompagné du registre et des pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées, dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête.

#### **ARTICLE 8 :**

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront tenus à disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture au public de l'Hôtel de Ville ainsi que sur le site internet de la Ville pendant une durée d'un an à compter de la réception des documents par Monsieur le Maire.

#### **ARTICLE 9 :**

Au terme de l'enquête publique, la Commune d'Antony pourra décider, s'il y a lieu, d'apporter des rectifications au projet d'institution d'une servitude d'ancrage et d'appui en façade des bâtiments riverains de la voie publique pour l'éclairage public pour tenir compte des observations du public et du rapport du commissaire-enquêteur.

En cas d'avis favorable du commissaire-enquêteur, Monsieur le Maire d'Antony pourra prendre un arrêté instaurant une servitude d'ancrage et d'appui sur les façades pour les dispositifs d'éclairage public.

En cas d'avis défavorable, le Conseil municipal se prononcera par délibération. En cas d'approbation, Monsieur le Maire d'Antony pourra prendre un arrêté instaurant une servitude d'ancrage et d'appui sur les façades pour les dispositifs d'éclairage public.

#### **ARTICLE 10 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet dans les 2 mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux, le silence gardé par l'administration pendant 2 mois vaut décision implicite de rejet.
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Fait à Antony, le 22 DEC. 2023



**Jean-Yves SENANT**

Maire d'Antony



## 2. Notice explicative

### 2.1 Contexte général de l'opération

La Ville réaménage très prochainement la rue Auguste Mounié, axe commerçant central, particulièrement fréquenté situé à proximité immédiate de la gare RER « Antony ».

Le projet de réaménagement de la voie prévoit l'ancrage de luminaires sur les façades de certains bâtiments situés en limite de voie, afin de libérer au maximum l'espace public.

Ce type de dispositif a été mis en place avec succès dans plusieurs villes de France. A Blois, ce déploiement des ancrages sur façades a été exigé par l'Architecte des Bâtiments de France afin de permettre une meilleure insertion paysagère de l'éclairage public.

### 2.2 Présentation du projet objet de l'enquête publique

L'éclairage public est un service public essentiel de l'aménagement et de la sécurisation des voies. A ce titre, une attention particulière a été portée aux dispositifs d'éclairage dans le cadre du réaménagement de la rue Auguste Mounié.

Les dispositifs d'éclairage sont généralement des mâts ancrés au sol sur la voirie publique. Ces installations constituent des obstacles au sol pour les usagers de l'espace public, et en particulier pour les personnes à mobilité réduite et les poussettes. Elles sont par ailleurs visuellement encombrantes. Aussi, il apparaît pertinent de libérer au maximum les futurs espaces de circulation piétonne. Une part importante de l'espace public sera dédiée aux modes de déplacements doux dans la continuité de la place Patrick Devedjian, inaugurée en 2021.

Il est donc envisagé de fixer les supports des luminaires sur les façades de certains bâtiments riverains.

Un ancrage en façade consiste à effectuer un forage délicat dans un élément porteur et à y sceller une tige en acier inoxydable (qui tiendra la console) avec une résine adaptée au matériau de la façade.

La tige et la console auront une avancée d'environ 1 m en surplomb du domaine public. Leur impact visuel sera faible en raison de leurs modestes dimensions en comparaison des mâts existants.

La console est en fonte d'aluminium, un matériau léger et robuste.

Dispositif d'éclairage mural en fonte d'aluminium



Les futurs dispositifs, discrets, seront plus subtils et homogènes et auront vocation à s'intégrer aux façades des immeubles et au paysage urbain. Les consoles seront positionnées en quinconce, d'une

distanciation régulière (la quasi-totalité de la rue Auguste Mounié sera éclairée) et à une hauteur de 5 à 6 m afin de permettre une harmonie visuelle des façades.

Le positionnement des ancrages a été défini par une étude photométrique dont l'objet est d'optimiser le nombre de points lumineux et la zone d'éclairement. La collectivité se donne le droit d'ajuster les emplacements pour des considérations techniques.

La ville veillera à préserver l'intégralité de l'isolation (habillage mural situé devant les murs porteurs) dans le cadre des travaux. Les trous seront comblés pour être étanchéifiés. Les dispositifs seront installés avec soin de manière à ne pas abimer les façades pendant les travaux. Les façades privées sont aujourd'hui déjà percées par différentes remontées de réseaux tels que les réseaux fibres.

Un huissier de justice sera mandaté pour établir un constat de l'état des façades avant et après travaux.

La dépose des mâts existants implantés sur le domaine public permettra une continuité des lignes esthétiques sur cet axe. Les mâts actuels ont des lanternes 4 faces qui éclairent latéralement mais aussi le sol et le ciel, ce qui génère une forte pollution lumineuse. La ville souhaite se mettre en conformité avec l'arrêté du 27 décembre 2018 sur la pollution lumineuse. Les futures consoles respecteront ainsi la réglementation en vigueur.

Ce type d'applique a été installé sur la rue Jean Moulin en 2023. L'impact visuel nocturne de la rue Jean Moulin est modifié. En effet, l'éclairage en façade y est désormais fortement limité pour se focaliser sur l'espace public. La vision du volume de la rue Jean Moulin a été profondément modifiée pour alléger l'impact visuelle de l'éclairage. La ville souhaite reproduire le même schéma pour la rue Auguste Mounié, située à proximité directe de la rue Jean Moulin.



Eclairage public actuel de la rue Auguste Mounié - photographie en date du 22 janvier 2024





La ville a en effet pleinement conscience de l'impact de l'éclairage public et souhaite limiter au maximum la pollution et les nuisances lumineuses au sein des appartements situés à proximité des ancrages.

Les futurs dispositifs auront une inclinaison de 5 à 10 degrés. Le ciel ne sera pas éclairé. Un coupe-flux arrière limitera la lumière sur le mur d'accroche et limitera l'impact visuel dans les logements. L'objectif est de concentrer au maximum la lumière sur la voie publique.

Par ailleurs, la ville applique une variation de puissance de l'éclairage public en fonction des heures de la nuit depuis 2012 sur la quasi-totalité du territoire communal. Cela permet de conserver un éclairage public toute la nuit tout en limitant la pollution visuelle. Les riverains subiront une gêne moins importante avec ces nouveaux dispositifs.

En outre, la puissance des dispositifs lumineux passera de 150 W (actuellement) à 25 W, générant des économies d'énergie dans un contexte de recherche de sobriété.

Les ancrages ne présenteront pas d'obstacle physique au niveau des fenêtres et des stores des riverains. Ils ne seront pas accessibles depuis les balcons et fenêtres pour des raisons de sécurité.

De plus, le système de diode électroluminescente (LED) restreindra la maintenance nécessaire sur ces dispositifs. Les opérations de maintenance se feront par nacelle et non par échelle.

Les réseaux d'alimentation en électricité remonteront via des câbles sur les façades. La partie la plus visible du réseau sera située au sol avec une goulotte métallique de protection. Le câble sera cependant apparent en façade. Il sera disposé le plus discrètement possible et sera camouflé avec une peinture correspondant à la teinte de la façade.

L'ensemble des coûts relatifs à l'installation, au fonctionnement et à l'entretien de ces dispositifs d'éclairage public sera intégralement pris en charge par la collectivité.

Cette servitude ne génère pas d'indemnisation, sauf en cas de dommage lors de l'installation ou de l'entretien de ce matériel d'éclairage.

La servitude n'entraîne aucune dépossession de l'immeuble. Les propriétaires riverains conserveront le droit de procéder à des travaux sur l'immeuble grevé d'une servitude. Les propriétaires devront simplement informer la mairie d'Antony avant d'engager des travaux sur les façades concernées.

Enfin, un phasage des travaux de réaménagement de la rue Auguste Mounié a été finement étudié afin de permettre aux piétons et aux véhicules de continuer à circuler pendant presque toute la durée des travaux, à l'exception de certaines périodes de courte durée.

18 immeubles sont concernés par l'installation de ces dispositifs dont 10 en copropriété. L'autorisation d'installer ces appliques est donnée par l'Assemblée Générale de copropriété, qui n'a lieu qu'une fois par an.

La réalisation des travaux de réaménagement de la rue Auguste Mounié prévue de février à août 2024 a nécessité d'anticiper au mieux cette contrainte de délai. Aussi, la municipalité a souhaité lancer rapidement une enquête publique visant à instituer une servitude d'ancrage et d'appui sur 19 immeubles privés riverains de la rue Auguste Mounié pour l'éclairage public.

## Annexes

### Appréciation sommaire des dépenses en €

<b>RECAPITULATIF</b>				
CHAPITRE 1 : INSTALLATIONS ET FRAIS DE CHANTIER				7 298,00
CHAPITRE 2 : ECLAIRAGE PUBLIC				89 215,40
CHAPITRE 3 : SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLEURE				27 491,00

Soit un total de **124 004,10€** pour les travaux d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore.